Rentrée sociale : l'Uniopss appelle à un changement de cap

L'Uniopss a tenu, le 17 septembre, sa conférence de presse de rentrée sociale. Une occasion de dresser un bilan dans un monde en pleine mutation, mais également de se projeter vers des échéances électorales décisives pour l'avenir de notre pays.

Publié le **20 septembre 2026**
De **Uniopss**

ASSOCIATION ET POUVOIR D'AGIR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INFO NATIONALE



Lors de sa conférence de presse de rentrée sociale, le 17 septembre à Paris, l'Uniopss a appelé le gouvernement à prendre un nouveau cap, dans un monde qui se transforme. Selon Daniel Goldberg, président de l'Uniopss, *« cette rentrée est indéniablement celle des transitions. Transitions démocratique, géopolitique, économique, démographique, numérique et environnementale, autant de transformations qui menacent notre modèle de protection sociale. De ce fait, le moment que nous vivons est bien différent des précédentes rentrées. Et la manière dont l'appréhende l'Uniopss est de ce fait différente, notamment dans la tonalité de notre action ».*

Du fait des crises qui se succèdent, c'est toute l'économie française qui est questionnée dans son modèle et **les citoyens ne supportent plus une forme d'impuissance publique à traiter des sujets majeurs qui se posent.** *« Avec l'élection présidentielle et les élections législatives qui sans doute suivront, nous entrons, dès cette fin 2026, dans un nouveau cycle politique. Plus que des engagements sur une succession de mesures en fait peu engageantes dans la durée, ces échéances doivent permettre de dégager une vision pour la société française des années 2030 et même au-delà »,* a affirmé Daniel Goldberg.

Il s'agit donc de fixer un cap, de s'en donner les moyens, d'amener chaque citoyenne et citoyen à le partager, de leur permettre d'y contribuer et d'assurer au plus grand nombre d'en profiter. Cela passe par des **obligations de résultats, quantifiables et évaluables**, et surtout vécus par tous, dans tous les territoires.

L'Uniopss prendra pour cela toute sa part dans le débat public de manière non partisane, sans toutefois être neutre. *« La prise en compte des vulnérabilités de l'existence, la nécessité de l'accompagnement dû à chacune et chacun, tout au long de sa vie sont une condition sine qua non de la solidité du pays : c'est cela une France solidaire pour une France forte. »*

Ainsi, **affaiblir financièrement ou juridiquement les associations, c'est fissurer les fondements de la République.** *« De ce fait, nous ne pouvons pas attendre encore un an qu'une nouvelle équipe soit à la tête du pays pour qu'une prise de conscience ait lieu sur sa situation, sur la grande fragilisation des associations qui mettent en œuvre les politiques publiques. »* Une fragilisation qui concerne presque tous les secteurs, qui restent soumis à des critères d'évaluation de plus en plus éloignés de leur projet associatif, comme l'a très bien souligné Maëliss Bouticourt, conseillère technique « Autonomie », lors de son intervention.

C'est aussi le sens de la lettre adressée par l'Uniopss à Sébastien Lecornu en juin sur l'accroissement des dépenses contraintes subies par les acteurs associatifs. C'est le

sens également des différentes **initiatives prises par l'Uniopss aux côtés d'acteurs très divers** comme l'UDES et la CFDT santé-sociaux, ainsi que dans le cadre du Pacte du pouvoir de vivre ou encore aux côtés de la Mutualité française, lors des États généraux de la santé et de la protection sociale, mais également lors des mobilisations à venir durant le mois d'octobre.
Une dynamique également incarnée par le manifeste d'***Une France solidaire pour une France forte !*** élaboré par l'Uniopss sous forme d'une l**ettre à l'attention de la future présidence de la République**. Détaillé par Stéphane Lenoir, directeur général de l'Uniopss, celui-ci s'articule autour de **six thématiques intersectorielles** : la place des associations des solidarités et de la santé comme pilier de la cohésion nationale ; l'indispensable reconnaissance du travail social et des métiers de l'humain ; la garantie pour toutes et tous de l'effectivité des droits ; la refondation du financement de notre système de protection sociale ; la nécessité de faire de la prévention le moteur de notre modèle d'accompagnement ; et l'adaptation de nos modes de vie au changement climatique.
Bref, une véritable feuille de route pour le prochain quinquennat, qui dessine d'ores et déjà le chemin d'une action publique utile à tous et proche de chacun.

- Accédez à l'intervention du président de l'Uniopss
- Accédez à la synthèse des enjeux et priorités de l'Uniopss
- Accédez au Manifeste de l'Uniopss - Présidentielle 2027
- Accédez à la contribution sur l'évaluation de la qualité des ESSMS